

# INTRODUCTION I

2014 et 2015 avaient été, à maints égards, des années de rupture en Russie. La crise ukrainienne a clos l'hypothèse – ouverte avec le projet de « Maison commune européenne » lancé par Mikhaïl Gorbatchev à l'orée de la *perestroïka* et portée depuis par tous les dirigeants russes, y compris Vladimir Poutine – de convergence avec l'Occident. La crise économique a fondamentalement changé les perspectives du pays : la trajectoire de rattrapage accéléré fondé sur la manne des hydrocarbures est brisée, « l'âge d'or » des années 2000 – révolu. À l'inverse, 2016 apparaît comme une année de transition. Le concept clef pour saisir l'état d'esprit en Russie aujourd'hui est celui de « nouvelle normalité ». Les Russes – pouvoir, élites et société confondus – sont en train d'intégrer les paramètres qui s'imposent à leur pays et s'y adaptent en conséquence. La situation n'est cependant pas figée. Tout indique en effet que la Russie est à la veille d'un nouveau cycle. Sur le plan économique, les débats se multiplient en coulisse et dans l'espace public sur ce que devrait être le nouveau modèle de développement du pays. Les élections à la Douma d'État aboutiront probablement à la formation d'un nouveau gouvernement et, de fait, à la formulation d'un nouvel agenda politique qui donnera le ton du – très vraisemblable – quatrième mandat de Vladimir Poutine (2018-2024).

Les questions de politique étrangère ont largement dominé l'actualité russe ces derniers mois, ce que reflète naturellement *Russie 2016*. Bien que demeurant au cœur des préoccupations stratégiques du Kremlin, l'Ukraine a été éclipsée par le nouveau coup d'éclat de Vladimir Poutine sur la scène internationale – en Syrie, cette fois-ci. Beaucoup de choses ont été dites et écrites à propos de l'intervention militaire russe dans ce pays. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire, revient longuement sur le sujet dans sa contribution. Quels en sont les principaux enseignements à ce stade ? Le premier est que la Russie a montré sa capacité à se projeter durablement et efficacement loin de ses frontières, hors de l'ex-URSS, où se concentrait, depuis 1991, l'essentiel de ses intérêts. Elle a également su prendre et garder l'initiative dans le principal dossier international du moment. Profitant du désengagement américain du Moyen-Orient, elle est en outre parvenue à s'imposer comme une puissance incontournable dans la région, ce qui n'était plus le cas depuis le début des années 1970 et la rupture soviéto-égyptienne. Plus fondamentalement, la Russie s'est réinvitée à la « table des directeurs », ce qui constitue pour elle un moyen (dans ses relations avec l'Occident) et une fin en soi (les considérations de prestige et de rang étant primordiales aux yeux de Vladimir Poutine et de ses concitoyens). Pour autant, si Moscou estime que son intervention au Moyen-Orient lui a permis de restaurer un dialogue stratégique d'égal à égal avec Washington, « l'effet Syrie » a été limité et ne s'est pas étendu aux autres dossiers bilatéraux ni, par extension, russo-occidentaux.

L'absence de solution au conflit ukrainien en est la raison principale. Dix-huit mois après leur signature, les accords de Minsk sont au point mort. Dans cette affaire, les responsabilités sont partagées. La réforme constitutionnelle censée acter une forme d'autonomie pour les territoires échappant au contrôle de Kiev est reportée *sine die* faute de majorité qualifiée à la Rada et de volonté politique chez le président Porochenko. Ni l'amnistie ni la loi électorale devant permettre la tenue de scrutins locaux dans les régions concernées n'ont été adoptées par l'Ukraine. Cependant, la vérité oblige à dire que les protégés de Moscou ne jouent pas non plus le jeu et qu'ils sont impliqués dans la majorité des incidents sur le terrain. Quels sont les objectifs et la stratégie du Kremlin en Ukraine ? La Russie – contrairement à une idée largement répandue en Occident – n'a pas intérêt au gel du conflit dans le Donbass. Elle serait alors privée de tout levier sur l'Ukraine et devrait assumer financièrement et moralement ces territoires. Or

ce qui compte pour le Kremlin n'est évidemment pas le Donbass en tant que tel mais le positionnement stratégique de Kiev. À court et moyen terme, il est peu probable de voir les autorités ukrainiennes renoncer à leur volonté d'intégration euro-atlantique. Mais Moscou note que les perspectives de l'Ukraine d'entrer dans l'Union européenne et dans l'OTAN sont quasiment nulles pour les vingt-cinq ans à venir. Le calcul russe est que l'effondrement socioéconomique de l'Ukraine (PIB en recul de 18% depuis 2014) aboutira tôt ou tard à une fermentation favorable à l'idée de normalisation avec la Russie, à tout le moins dans l'arc russophone qui s'étend d'Odessa à Kharkov. En d'autres termes, le Kremlin a abandonné le projet irrédentiste de « Nouvelle-Russie » mais il n'a pas renoncé à remodeler l'Ukraine. Dans sa guerre d'usure avec Kiev, il estime – à tort ou à raison – que le temps joue pour lui.

Sur fond de tensions persistantes avec l'Union européenne et les États-Unis, le « tournant vers l'Est » annoncé par la Russie au printemps 2014 suscite un scepticisme croissant. La relation politique avec la Chine est certes au beau fixe : la présence du président chinois aux côtés de Vladimir Poutine, le 9 mai 2015, sur la place Rouge pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale est un symbole fort, sans doute sous-estimé à Paris et dans les capitales occidentales. Les ventes d'armes russes à la Chine ont repris, après une pause d'une décennie. Malgré certains non-dits et ambivalences, Moscou et Pékin cherchent à « raccrocher » leurs projets respectifs (Traité de sécurité collective, Union eurasiatique et Nouvelle Route de la soie) en Asie centrale. La coopération diplomatique entre Moscou et Pékin est également intense dans les instances multilatérales, en particulier à l'Organisation des Nations unies. Les visites de responsables chinois en Russie et russes en Chine se multiplient. Pourtant, une certaine déception prévaut à Moscou. Entreprises et banques chinoises ne se sont pas précipitées pour investir le marché russe depuis l'introduction des sanctions occidentales en 2014. Le volume des échanges bilatéraux s'est contracté de 29% en 2015, reflet de la crise en Russie mais aussi de l'essoufflement économique chinois. Au-delà du partenariat avec Pékin, c'est toute la stratégie russe de mise en valeur du monde non occidental dans le cadre des BRICS qui paraît aujourd'hui plus incertaine : la présidence russe en 2015 fut un succès, mais les difficultés des présidents brésilien et sud-africain semblent compromettre les ambitions du Kremlin visant à établir des coopérations dans des domaines de souveraineté (armement, nucléaire civil...) avec ces pays.

\*

Les développements récents de l'économie russe confirment dans l'ensemble l'analyse que faisaient les experts de l'Observatoire dans la précédente édition de son rapport annuel. La crise actuelle est d'une nature très différente de celle de 2008-2009 : le risque pour la Russie n'est pas celui d'un effondrement, plutôt celui d'une croissance durablement atone ne permettant pas au pays de mener à bien sa nécessaire modernisation. Au fond, celui d'une décennie perdue pour la Russie.

Depuis deux ans, l'économie russe a encaissé plusieurs chocs successifs : d'abord un choc d'incertitude géopolitique consécutif aux événements de Crimée et au déclenchement du conflit dans le Donbass, les sanctions sectorielles occidentales de juillet et septembre 2014, l'effondrement des cours des hydrocarbures puis une crise de change. Les chiffres de 2015 donnent la mesure de ces contrecoups : recul du PIB de 3,7%, baisse des salaires réels et de la consommation de l'ordre de 10%, inflation à 12,9%, recul des investissements de 7,6%. L'année 2016 verra-t-elle une inversion de la courbe ? À l'heure où nous écrivons ces lignes, cette perspective est peu probable. La stabilisation des cours du pétrole entre quarante-cinq dollars et cinquante dollars le baril depuis avril devrait cependant permettre à la Russie de « limiter la casse ». La récession se situera entre 0,5% et 1% cette année. 2017 sera, sauf surprise, l'année du retour à la croissance économique.

La Russie peut-elle reprendre sa marche en avant et retrouver un dynamisme comparable à celui des deux premiers mandats de Vladimir Poutine ? Le consensus qui émerge tant à Moscou (Banque centrale, nouvelle agence de notation ACRA) que chez les économistes occidentaux est celui d'un potentiel de croissance limité à environ 1,5%... en l'absence de réformes structurelles. Ce sujet devrait s'imposer au cœur de l'agenda politique dès l'automne 2016, une fois passées les élections législatives. Leur ampleur et leur contenu dépendront cependant *in fine* de l'appréciation du risque que fera Vladimir Poutine : est-il plus grand en cas de *statu quo* ou de changement ?

\*

Le présent ouvrage consacre des analyses détaillées à la situation politique interne en Russie, aux évolutions de la société et aux régions. Il en ressort notamment qu'à l'approche des élections législatives de septembre 2016, le Kremlin est

prêt à certaines ouvertures (ce dont témoigne, par exemple, le changement à la tête de la Commission électorale centrale) et souhaite un scrutin dont la légitimité ne soit pas contestée, comme ce fut le cas en décembre 2011. L'opposition dite « hors-système » semble toutefois peu concernée par ces nouvelles approches. Sans surprise, la crise modifie les perceptions et les attentes de la population. « L'effet Crimée » s'estompe, tandis que les préoccupations socio-économiques reviennent au premier plan. La réforme de la santé – notamment dans la capitale –, les retards de salaires dans certaines entreprises ou l'introduction du système de péage Platon pour les routiers longue-distance (l'écotaxe russe, en quelque sorte) ont donné lieu à des manifestations qui ne se sont toutefois pas agrégées en un mouvement unique de contestation. Si les inquiétudes montent dans le pays, Vladimir Poutine est toujours perçu par l'immense majorité de ses concitoyens comme un rempart protecteur.

Les régions de Russie traversent la crise avec des problèmes spécifiques. Le plus aigu d'entre eux est sans aucun doute d'ordre budgétaire : soixante-seize « sujets » de la Fédération étaient en déficit en 2015. Beaucoup d'entre eux sont en outre confrontés à un problème d'endettement sévère : dans trente-quatre régions, il représente plus de 70% des recettes annuelles (165% en Mordovie). La dette globale des régions et municipalités russes atteignait, fin 2015, 2 660 milliards de roubles, en hausse de 11% par rapport à 2014. Dans un contexte macroéconomique tendu, le Centre fédéral intervient seulement au cas par cas afin d'éviter les défauts de paiement. Les régions – qui supportent les hausses de salaires des fonctionnaires décrétées par Vladimir Poutine en mai 2012 – n'ont souvent d'autre choix que d'effectuer des coupes franches dans les budgets de la santé, de la culture et de l'éducation. Les problématiques régionales en Russie ne se limitent cependant pas à ces embarras budgétaires. La Route maritime du Nord, la coopération transfrontalière russo-chinoise, la préparation du championnat du monde de football 2018 ou la « diplomatie islamique » de la Tchétchénie et du Tatarstan font l'objet d'études approfondies dans le chapitre « Régions » de ces *Regards de l'Observatoire*.

\*

Ayant mis un terme, à l'été 2015, à la saga des Mistral, Moscou et Paris ont dès lors cherché à intensifier leur dialogue politique et économique, qui n'avait au demeurant jamais cessé, même au plus fort de la crise ukrainienne. Après la

tragédie du 13 novembre 2015 – qui a suscité un profond émoi et un spectaculaire mouvement de sympathie en Russie –, le président Hollande s'est de nouveau rendu à Moscou pour y discuter de la lutte contre le terrorisme. La « grande coalition » que le président français appelait de ses vœux ne s'est certes pas matérialisée, mais les « lignes ont bougé ». Le rôle déterminant joué par la Russie dans le processus de Genève sur la Syrie, de même que sa contribution à la libération de Palmyre ont par ailleurs modifié les perceptions de son action en France. La ligne visant à isoler voire à « refouler » la Russie hors d'Europe est minoritaire dans la classe politique française (mais pas dans les médias). Plusieurs ministres, tels Emmanuel Macron, Jean-Marc Ayrault et Stéphane Le Foll, ont dit souhaiter la levée, dès que possible, des sanctions sectorielles européennes contre la Russie.

Sur le plan économique, la relation bilatérale souffre des sanctions/contre-sanctions et de la crise économique en Russie. Les échanges commerciaux franco-russes se sont contractés de 36% en 2015, après une baisse de 17% en 2014. Ils s'établissaient, à la fin de l'année dernière, à 12 milliards de dollars, alors qu'ils dépassaient 20 milliards en 2013. Pour autant, des éléments encourageants doivent être relevés. Les entreprises françaises restent en Russie et continuent à y investir (la France était le premier pays en termes d'investissements directs étrangers (IDE) en 2014-2015, hors *offshore*), ce qui témoigne de leur confiance dans le potentiel et l'avenir de ce pays. Pour la première fois depuis 2013 s'est réuni, fin janvier 2016, le CEFIC (Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe). Le 25 mai dernier, le président Poutine recevait au Kremlin une dizaine de grands patrons français.

Au finale, donc, les relations franco-russes n'ont pas échappé au contexte général russo-occidental. Elles ont indubitablement souffert, mais elles restent largement au-dessus de la moyenne européenne. Un regard lucide s'impose cependant : les perceptions mutuelles se détériorent, la connaissance et l'intérêt des deux pays l'un pour l'autre, dans l'ensemble, diminuent. En France, l'héritage diplomatique gaullo-miterrandien s'est érodé ces dernières années, tandis qu'en Russie, défiance à l'égard de l'Europe occidentale et tentation du repli s'affirmaient. Une évolution d'autant plus dommageable que nos deux pays sont confrontés à des défis souvent similaires dans la globalisation et qu'ils ont, de par leur histoire et leur culture politico-stratégique, plus en commun qu'avec nombre de leurs partenaires « naturels » d'aujourd'hui. Peut-être les élections

présidentielles de 2017 en France seront-elles l'occasion d'un nouveau départ entre Paris et Moscou.

\*

*Russie 2016* est, comme les éditions précédentes de notre rapport annuel, le fruit d'un travail collectif. Je voudrais remercier l'ensemble des auteurs ayant contribué à ce volume, ainsi que les membres du Conseil scientifique de l'Observatoire. Anne Coldefy-Faucard a coordonné l'ensemble des traductions. Sophie Pauchet et Jean Radvanyi ont, quant à eux, conçu et réalisé l'appareil cartographique. Alina Rechetova, Galina Kouznetsova, Anton Ramov et Mailis Destrée ont révisé les textes et assuré la mise en page de *Russie 2016*. Leur travail remarquable mérite tous les hommages.

Cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans la confiance et le soutien renouvelés d'Emmanuel Quidet, président de la CCI France Russie, de Guennadi Timtchenko et de Patrick Pouyanné, coprésidents du Conseil économique des entreprises françaises et russes, structure à l'origine de l'Observatoire. Qu'ils reçoivent ici la marque de ma profonde gratitude. Enfin, je voudrais saluer la mémoire de Georges Sokoloff, disparu en décembre 2015. Fils de la Russie et de la France, professeur émérite à l'INALCO, auteur – entre autres ouvrages de référence – de *La puissance pauvre*, Iouri Petrovitch nous avait fait l'honneur de rejoindre le Conseil scientifique de l'Observatoire. Il était un exemple d'érudition, d'élégance et de gentillesse. Ma dette à son égard est immense. Ces *Regards de l'Observatoire* lui sont dédiés.

(Moscou, le 25 juillet 2016)